



- Promotion, Protection et Défense des Droits Humains ;
- Monitoring des abus et/ou des violations des Droits Humains ;
- Assistance Judiciaire des Défenseurs des Droits Humains en priorité et subsidiairement des prévenus sans conseil en milieu carcéraux et maisons de détention ;
- Amélioration des conditions de vie carcérale ;
- Lutte contre l'impunité ;
- Conception, mise en œuvre et appui des projets liés au développement en milieu urbains et ruraux ;
- Plaidoyer auprès des institutions étatiques, des organisations régionales, sous-régionales et internationales en faveur de la Justice, le Développement et les Droits Humains.

N°JUST. /SG/20/1539/2017 – F92/29191

Analyse critique du discours du président Félix Tshisekedi devant le Congrès du 11 décembre 2024

Introduction

Le discours du président Tshisekedi, présenté comme une évaluation des progrès réalisés et des engagements pour l'avenir, suscite de nombreuses interrogations. Cette analyse vise réveiller la conscience civique et critique des congolais autour des incohérences, omissions et les contradictions dans les thèmes abordés, notamment la sécurité, la révision constitutionnelle, les infrastructures, la gestion économique et le rôle des Wazalendo.

1. Les Wazalendo et la question sécuritaire

Le président a salué le rôle des Wazalendo, présentés comme des forces patriotiques résistantes contre les agressions étrangères, notamment celles du M23 soutenu par le Rwanda. Cependant :

- **Contradictions** : Alors que le Président Tshisekedi met en avant la bravoure des Wazalendo, il n'a pas présenté de plan concret pour les encadrer, les former ou les intégrer dans les structures formelles de sécurité nationale. Cette omission laisse planer des doutes sur la durabilité de leur contribution à la stabilité et des craintes sur les éventuels brassages qui pourraient en résulter. Par ailleurs, ces groupes sont accusés d'exactions et multiples violations des droits humains et ce, en toute impunité car ils ne sont légalement redevables auprès d'une quelconque hiérarchie formelle ni des forces armées, ni des institutions politiques.
- **Réalité sur le terrain** : Malgré ces efforts loués par le Président, l'insécurité persiste dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, où des groupes armés continuent de semer la terreur et d'étendre leur zone d'Actions et d'influence ; plus de 120 entités sont occupées par les rebelles du M23-AFC. A ce jour La mesure exceptionnelle de l'état de siège, en place depuis trois ans, semble inefficace, ce qui rend les louanges à ces initiatives peu crédibles.

2. La révision constitutionnelle

Le président a réaffirmé son intention de lancer un processus de révision constitutionnelle en 2025, présentant cette initiative comme un moyen d'adapter la loi fondamentale aux réalités actuelles du pays. Cependant :

- **Soupçons de motivations politiques** : La majorité des analystes craignent que cette réforme entamée au second mandat, ne soit qu'une tentative de modifier les dispositions verrouillées de la Constitution, notamment celles liées au nombre et à la durée du mandat du Président de la République. Cela pourrait ouvrir la voie à une prolongation du pouvoir, en contradiction avec les principes d'alternance, pilier important de la consolidation de la démocratie.
 - **Manque de consensus** : L'opposition et la société civile, à travers des figures comme Martin Fayulu, Delly Sesanga et Moïse Katumbi, dénoncent une absence de dialogue inclusif sur un sujet aussi crucial.
- ### 3. Les infrastructures : un flou persistant

Le président a annoncé de grands projets d'infrastructures, notamment la construction de 7 000 km de routes dans le cadre du programme « minerais contre infrastructures » et des investissements pour développer des axes stratégiques. Toutefois :

- **Chiffres vagues** : Aucune précision n'a été apportée sur les zones concernées par ces travaux ni sur leur financement, encore moins leurs durées d'exécution, au-delà de généralités sur la participation des entreprises chinoises.
- **Projets réchauffés** : Plusieurs des routes mentionnées (comme Mbuji-Mayi–Nguba ou Bukavu–Goma) figuraient déjà dans des discours précédents sans qu'aucune avancée significative ne soit constatée.

4. L'économie : inflation et précarité

Le président a mis en avant des avancées économiques, comme une croissance prévue à 6 %, un partenariat renforcé avec le FMI et la stabilisation des réserves internationales. Cependant :

- **Inflation galopante** : Malgré les efforts annoncés, l'inflation a atteint des niveaux supérieurs à 11 %, avec une dépréciation continue du franc congolais. Les mesures fiscales (suspension de la TVA sur certains produits) ont eu un impact limité sur le pouvoir d'achat des ménages.
- **Déconnexion des réalités** : Les annonces de projets macroéconomiques comme le Programme de Développement des 145 territoires masquent l'incapacité du gouvernement à répondre aux besoins immédiats, notamment la création d'emplois.

5. Une gouvernance contestée

Malgré les engagements en faveur de l'État de droit, des critiques subsistent concernant :

- **L'impunité** : Les promesses de lutte contre la corruption n'ont pas été suivies d'actions convaincantes. Les scandales liés aux fonds publics continuent d'affaiblir la confiance citoyenne.
- **Gestion des institutions** : Les réformes judiciaires avancent à un rythme lent, et les nominations dans des postes clés sont souvent accusées d'être basées sur des critères politiques plutôt que méritocratiques.

Conclusion

Ce discours, bien que riche en promesses, reste marqué par des contradictions et un manque de suivi concret. La révision constitutionnelle envisagée soulève des inquiétudes quant à la consolidation de la démocratie, tandis que les progrès en matière économique et de sécurité sont loin de satisfaire les attentes de la population. L'AJDDH appelle à une vigilance accrue pour s'assurer que les actions du gouvernement soient alignées sur les besoins réels des citoyens et respectent les principes de transparence et d'équité.

Fait à Kisangani, le 13 décembre 2024

Pour le Direction Exécutive



Jedidia Mabela

Le Directeur